Francine HIRSCH, *Soviet Judgment at Nuremberg. A New History of the International Military Tribunal after World War II*

Juliette Cadiot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/12829>

DOI : 10.4000/monderusse.12829

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2021

Pagination : 714-717

ISBN : 978-2-7132-2895-7

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Juliette Cadiot, « Francine HIRSCH, *Soviet Judgment at Nuremberg. A New History of the International Military Tribunal after World War II* », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 62/4 | 2021, mis en ligne le 01 décembre 2021, consulté le 03 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/12829> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.12829>

Ce document a été généré automatiquement le 3 septembre 2022.

Tous droits réservés

Francine HIRSCH, *Soviet Judgment at Nuremberg. A New History of the International Military Tribunal after World War II*

Juliette Cadiot

RÉFÉRENCE

Francine HIRSCH, *Soviet Judgment at Nuremberg. A New History of the International Military Tribunal after World War II*, Oxford University Press, 2020, 512 p.

- 1 Il existe un mythe du moment Nuremberg, mythe selon lequel, comme l'indique Guillaume Mouralis dans son ouvrage du même nom (*Le moment Nuremberg*, 2019), ce procès vit l'émergence de la justice internationale, mais aussi la création et la diffusion de catégories conceptuelles et juridiques novatrices qui permirent l'avancée des droits humains tout au long du ^{xx}e siècle. Dans son ouvrage d'une grande richesse, Francine Hirsch s'attache à redonner voix à l'expérience soviétique du procès. Elle part d'un constat : l'occultation par l'historiographie sur Nuremberg, de l'implication et de l'influence des juristes soviétiques, à l'exception d'études très récentes dont elle offre, en plus de ses propres recherches, un aperçu détaillé. L'histoire du procès fut donc le plus souvent écrite, restituée du point de vue des Américains, et met en avant l'implication, l'audace et le professionnalisme de leurs jeunes juristes, notamment du procureur Robert K. Jackson. Pourtant, comme le rappelle Francine Hirsch, la volonté de juger les criminels nazis fut aussi une idée soviétique qui germa rapidement après la constitution de la commission extraordinaire d'État d'études des crimes nazis en 1942 ; l'Union soviétique organisa aussi les premiers procès contre les criminels nazis (Harkov). En outre, l'auteure rappelle qu'un certain nombre de concepts juridiques portés au cœur de l'acte d'accusation à Nuremberg, notamment les concepts de « guerre d'agression », de « crimes contre la paix », de « responsabilité et complicité criminelle » avaient été

définis pendant la guerre par le juriste soviétique Aaron Trainin. Le livre de ce dernier, *La responsabilité criminelle des hitlériens* (1944) fut rapidement traduit et lu par les juristes préparant Nuremberg. Enfin, l'ampleur des souffrances et des massacres perpétrés à l'Est dans les territoires soviétiques ou libérés par les Soviétiques, faisaient de ces derniers, du moins à leurs yeux, les porteurs légitimes de la dénonciation des atrocités nazies. Comme le rappelle Francine Hirsch, des quatre alliés qui envoyèrent des juges et procureurs – l'URSS, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France –, chacun avait sa propre expérience de la guerre et venait au procès avec une vision de la justice propre, par exemple concernant la fonction du procès, le statut de la preuve, les droits des inculpés et des témoins.

- 2 Or, au terme du procès qui se déroula du 20 novembre 1945 au 1^{er} octobre 1946 et au cours duquel vingt-quatre hauts responsables nazis furent jugés, il apparaît que l'opération bénéficia largement aux États-Unis, puissance victorieuse et porteuse de la promesse d'une humanité fondée sur une nouvelle loi internationale conforme aux « principes de Nuremberg ». Selon la formule de Francine Hirsch, si l'Union soviétique a gagné la guerre, à Nuremberg, elle a perdu la paix. Malgré le contrôle exercé au plus haut niveau par Staline, Molotov et Vyšinskij, les Soviétiques sortirent mécontents du procès, leur image ayant été largement écornée dans l'opinion publique internationale. C'est ce paradoxe et ce passage d'un après-guerre dessiné par l'union des vainqueurs du nazisme aux prémices d'une fracture dans le camp des alliés qu'étudie cet ouvrage permettant d'entrer dans les arcanes du procès et d'assister à son spectacle, tout en suivant les déboires de la délégation soviétique. Le discrédit dont souffrit la parole soviétique au procès s'explique de plusieurs manières. D'abord, malgré l'insistance des Soviétiques à ne pas laisser parler librement les avocats des accusés nazis, ces derniers mirent en accusation Moscou, au sujet des infractions au droit international et des crimes de guerre commis par ses troupes, ou encore en révélant et en tentant de donner des preuves de l'existence du protocole secret du pacte Molotov-Ribbentrop de 1939 aux termes duquel Soviétiques et nazis se partagèrent les territoires de la Pologne, de la Finlande, de la Bessarabie et des Pays baltes et fixèrent les limites de leurs zones d'influence. En outre, les Soviétiques étaient tellement certains de gagner la campagne d'opinion, au regard du sacrifice incommensurable de leurs soldats et civils, qu'ils décidèrent d'ajouter à l'acte d'accusation la mention du massacre des officiers de l'armée polonaise à Katyn. Or, ce massacre avait été commis par les troupes du NKVD, et les avocats des nazis remirent en cause les rapports d'expertise soviétiques, ils appelèrent à la barre des militaires et orchestrèrent une campagne de presse dénonçant les mensonges soviétiques. Les accusés non repentants et leurs représentants s'opposèrent ainsi à l'impartialité du tribunal, désigné comme tribunal des vainqueurs, et dénoncèrent les crimes de l'Union soviétique.
- 3 L'ouvrage suit un plan chronologique qui permet de construire une histoire vivante des échanges interalliés et des contraintes matérielles et politiques dans lesquelles ils s'inscrivirent. Ces descriptions à la fois de la naïveté et de l'énergie de la délégation américaine qui découvrait les horreurs de la guerre dans une Europe dévastée, et de l'anxiété des juges et des procureurs soviétiques, ne connaissant pas les langues étrangères et incapables de faire traduire assez rapidement les documents, sont particulièrement savoureuses.
- 4 L'étude commence par analyser dans le détail l'émergence de l'idée de tribunal international et les réflexions visant à consolider le droit international aussi bien en URSS qu'à Londres, Washington et New-York depuis 1942 jusqu'à la conférence de San

Francisco au cours de laquelle Truman annonça au monde (sans en avoir averti Molotov au préalable) la tenue d'un tribunal militaire international contre les criminels nazis. Francine Hirsch suit les pas du procureur Jackson, méfiant vis-à-vis des Soviétiques, dans la préparation de l'acte d'accusation à Londres. Elle décrit par le menu le poids des correspondants de presse et de l'image, les effets des films, tant des équipes américaines que soviétiques, sur la découverte des camps nazis. Enfin, elle montre l'implication de Stalin dans le procès et sa capacité à la fois à contraindre et à contrôler les acteurs sur place – incapables de comprendre ce qui se passe (ils disparaissent, puis se portent malade plusieurs jours, comme Rudenko, ou se suicident comme Zorya) –, et à les mobiliser afin qu'ils préparent beaucoup plus minutieusement que prévu leur plaidoirie, en utilisant pleinement la richesse des documents et témoignages reçus par les services secrets soviétiques (NKVD, Smerch) et contrôlés au département des preuves par Lev Šeinin. Épluchant presse, journaux intimes et témoignages, correspondances privées, F. Hirsch restitue le climat social, les intrigues entre juristes, services secrets, journalistes, les soirées mondaines et arrosées, et le choc émotionnel des participants à la découverte de l'ampleur des atrocités nazies. Elle décrit l'étonnement et la perplexité des Soviétiques face aux performances de l'accusation occidentale ; derniers à parler, les procureurs soviétiques voient les alliés se saisir du récit de la guerre avec une compétence et une clarté que, bien que se sentant dépossédés, ils admirent et envient. Lorsque leur tour vient, Stalin a contrôlé tous les aspects des propos du procureur général soviétique Rudenko (ayant refusé son premier brouillon, Stalin relance le recueil de témoignages). Commencée début février 1946, associée aux films saisissants de Roman Karmen, la plaidoirie soviétique fut bouleversante. Mais dans le contexte d'une guerre froide naissante au printemps 1946, les paroles de la défense qui attaqua les crimes de guerre soviétiques trouvèrent un écho particulier auprès de l'opinion internationale. Les Soviétiques sortirent frustrés, affaiblis et méfiants de l'expérience, ce qui les conduisit à développer une attitude sceptique par rapport à l'efficacité des tribunaux et des autres institutions internationales. Francine Hirsch termine son ouvrage en décrivant comment les principes de Nuremberg furent diffusés après le procès. Ainsi, la convention sur le génocide fut adoptée par l'assemblée générale des Nations-Unies dans l'élan consécutif au procès et auquel les Soviétiques participèrent. En revanche, la guerre froide se développant, les projets de code pénal international et de cour pénale internationale permanente firent long feu.

- 5 La coopération et la rivalité entre les deux puissances dominantes de l'après-guerre telles qu'elles se sont déployées au cours du procès, n'empêchent pas de retracer leur coopération dans un puissant mouvement de définition et de respect des droits humains, et si l'expérience de Nuremberg fut désordonnée, contradictoire, elle participa pleinement à un mouvement de renouvellement du droit international. Restituer la place qu'y joua l'Union soviétique était indispensable, et Francine Hirsch s'y est employée avec un brio servi par la limpidité de son écriture et la richesse des matériaux utilisés. Son livre participe d'un renouveau de l'historiographie de la guerre froide, qui souligne l'importance du positionnement de la propagande des pays communistes en faveur des droits des femmes, de l'égalité raciale, ou encore des institutions internationales.

AUTEURS

JULIETTE CADIOT

CERCEC, EHESS